

03/01/78

Jugement civil no. 1/78 (VI).

Audience publique du trois janvier mil neuf cent soixante-dix-huit.

(A)

Numéro 18616 du rôle.

E n t r e :

Présents Messieurs:

Frédéric STOFFELS, vice-président la dame S.) ,
Guy REILAND, 1er juge hôtelière, demeurant
Robert BENDUHN, juge à (...)
Aloyse PETTINGER, greffier.

demanderesse sur
opposition;

comparant par Maître
Albert SCHMIT,
avocat-avoué,
demeurant à Luxembourg

ET:

les établissements Scc l.) , société à responsabilité
limitée, établie et ayant son siège social à (...)
, représentées par ses gérants
actuellement en fonctions,

défenderesse sur opposition,

comparant par Maître Roland ASSA, avocat-avoué,
demeurant à Luxembourg.

F a i t s ,

Les faits et rétroactes de l'affaire se trouvent
consignés à suffisance de droit dans les qualités et
considérants du jugement no. 137/77 (VI), rendu en
date du 16 mai 1977, par le tribunal d'arrondissement
de Luxembourg, sixième section, siégeant en matière
civile, dans la cause entre la susdite société à
responsabilité limitée "Etablissements Scc l.) .",
comme demanderesse et la susdite dame S.) ,
comme défenderesse défaillante, faute de conclure.

Le dispositif du prédit jugement est conçu comme
suit:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,
sixième section, siégeant en matière civile, statuant
par défaut, faute de conclure à l'égard de la débitrice
saisie S.) ,

donne acte à la requérante saisissante s.à.r.l.
Etablissements Scc l.) de ce qu'elle réduit sa
demande en paiement du chef de travaux exécutés et
facturés au montant de 734.735,- francs;

donne acte à cette même société de ses réserves
spécifiées dans les conclusions prises à la barre et
signifiées en date du 9 mai 1977;

donne acte à la créancière - saisissante de ce

qu'elle demande un jugement provisionnel de condamnation pour le montant de 200.000,- francs;

déclare cette demande fondée;

en conséquence, condamne S.) à payer à la société à responsabilité "Etablissements Soc1.)" la somme de 200.000,- (deux cent mille)francs;

en conséquence et pour assurer le recouvrement de cette condamnation, déclare bonne et valable l'opposition formée entre les mains de la Soc2.)

Soc3.) , de la société anonyme
Soc4.) , de la société anonyme
et de la société

anonyme Soc5.)
suivant exploit de l'huissier Georges NICKTS de Luxembourg du vingt-cinq février 1977;

dit qu'en conséquence les sommes dont les tiers-saisis se reconnaîtront ou seront jugés débiteurs envers la débitrice saisie seront par eux versées entre les mains de la demanderesse en déduction et jusqu'à concurrence du montant de sa créance en principal et accessoires;

condamne la défenderesse à tous les frais et dépens de l'instance et en ordonne la distraction au profit de Maître Roland ASSA, avoué concluant, qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance, les frais exposés à ce jour par la demanderesse étant liquidés à francs.

Par exploit de l'huissier Georges Nickts de Luxembourg du vingt juillet 1977, la dame S.) ,préqualifiée, fit signifier et déclarer à la s.à.r.l. qu'elle relève formellement opposition contre le prédit jugement par défaut, pour les causes et motifs consignés dans ledit exploit.

Et par le même exploit l'opposante S.) fit donner assignation à l'intimée s.à.r.l. Etablissements Soc1.) " à comparaître le jeudi, 28 juillet 1977, devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière civile et en audience de vacation, pour:

Attendu que la défenderesse forme par les présentes opposition contre le prédit jugement;

Attendu que l'opposition est fondée sur le fait que la demande originaire était mal fondée;

Attendu plus particulièrement que le jugement en validation d'une saisie-arrêt antérieurement pratiquée a été rendue, en l'absence d'un titre;

Attendu que la présente opposition est faite encore sous réserve de la litispendance, alors que d'une façon curieuse, la société Soc1.) , avec des qualités légèrement différentes, a assigné devant le tribunal de commerce de Luxembourg, pour un montant différent, mais procédant des mêmes causes;

Attendu que cela provient probablement du fait que la

(just. civil 1/78 (VI))

demanderesse originaire entend se procurer un titre;

Attendu que lors de l'appel de l'affaire devant le tribunal de commerce à l'audience du 8 juillet 1977, l'opposante S.) a demandé acte qu'elle oppose l'incompétence du tribunal de commerce et en ordre subsidiaire pour le cas où le tribunal se déclarerait compétent, a présenté une demande reconventionnelle de (1.000.000,-) un million de francs du chef de rupture injustifiée des relations contractuelles et encore de sabotage effectué par la défenderesse sur reconvention en ce qui concerne la continuation des travaux;

Attendu qu'il en résulte clairement que le fond de l'affaire n'a pas été tranché et que la condamnation prononcée à charge de l'opposante, même à titre provisionnel, n'est pas justifiée;

Plaise au tribunal:

recevoir en la forme la présente opposition; au fond la dire justifiée; partant mettre à néant le jugement dont opposition;

statuant à nouveau: dire la demande originaire mal fondée; en débouter la demanderesse; la condamner aux dépens; en ordonner la distraction au profit de l'avoué concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance;

subsidiairement et sous réserves des arguments d'incompétence et de litispendance invoqués ci-avant, donner acte à l'opposante qu'elle entend au besoin produire ses défenses au fond devant le juge compétent *ratione materiae*.

Dont acte sous toutes réserves.

LE TRIBUNAL:

Où la partie demanderesse sur opposition en ses moyens et conclusions (et la partie défenderesse) lz. par l'organe de Me Claude WAGGENICH, avocat, en remplacement de Me Albert SCHMIT son avoué constitué;

Où la partie défenderesse sur opposition par l'organe de Maître Roger NOTHAR, avocat, en remplacement de son avoué constitué Maître Roland Assa et assisté de Maître Francis GRIEBIUS, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg;

Attendu que par requête signifiée le 20 juillet 1977 S.) a régulièrement relevé opposition d'un jugement de ce tribunal rendu par défaut le 16 mai 1977 et dont le dispositif est repris aux qualités de ce jugement;

Attendu que S.) fait valoir en premier lieu que ce jugement en validation de la saisie-afrêt pratiquée par la s.à.r.l. *SCA*), en vertu d'une autorisation présidentielle, aurait été rendu en l'absence d'un

titre et alors que la demande était contestée dans son intégralité;

Attendu que lorsque la saisie-arrêt a été formée en vertu de la permission du juge, l'assignation en validité doit en principe contenir une demande en paiement;

Attendu qu'en l'espèce l'exploit d'assignation en validité du 4 mars 1977 énonce ce qui suit:

"attendu que la saisie-arrêt dont il s'agit est régulière en la forme et juste au fond, qu'il y a partant lieu de la valider;

"attendu que la requérante se pourvoira devant le tribunal compétent pour avoir un titre de sa créance;

à ces causes:

doit déclarer bonne et valable l'opposition formée..."

Attendu que dans les conclusions de style signifiées le 23.3.1977, (S.C.I.) ajoute aux énonciations de l'exploit du 4 mars 1977 qu'il plaise au tribunal déclarer fondée la demande de la requérante, lui donner acte de ce qu'elle demande la condamnation de l'assignée de lui verser provisionnellement le montant de 200.000 francs à valoir sur le total de sa créance, et condamner la dame S.) , au paiement de ce montant provisionnel; "

que dans des conclusions à la barre signifiées le 29 mai 1977, (S.C.I.) a demandé acte " qu'elle réduit sa demande en paiement du chef de travaux exécutés et facturés au montant de 734.735,- francs; "

Attendu que si une importante jurisprudence considère que la demande en paiement est implicitement comprise dans la demande en validité, elle excepte le cas où le saisi conteste l'existence ou le montant de la créance;

Attendu qu'en l'espèce l'exploit d'assignation en validité en lui-même ne comportait aucune demande en paiement, qu'au contraire elle énonçait que la requérante se pourvoierait devant le tribunal compétent pour avoir un titre de sa créance;

que la demande en paiement n'a été formulée que dans les conclusions ultérieures;

Attendu qu'il résulte des pièces versées que la créance était contestée et que par ailleurs (S.C.I.) a effectivement saisi le tribunal de commerce du fond à la suite de l'exploit d'assignation en validité;

Attendu que dans ces conditions le tribunal n'était pas saisi régulièrement d'une demande en paiement, que l'opposition de S.) est dès lors fondée pour autant que le jugement auquel est opposée, a condamné S.) à payer à (S.C.I.) la somme de 200.000 francs et aux dépens, et qu'il n'a pas suavisé à prononcer sur la validité jusqu'à ce qu'un tribunal compétent ait statué sur la

jugt. civil 1/78 (VI).

demande en paiement de la créance invoquée par Scc1.)
contre S.) ;

Attendu que la saisie-arrêt était régulière en la forme;

Attendu que dans sa requête d'opposition
S.) a écrit que Scc1.) aurait surpris contre elle
le jugement par défaut auquel est opposition et que
Scc1.) demande la radiation du terme " surpris"
de la requête d'opposition;

Attendu qu'eu égard à ce qui précède il n'y a pas
lieu de faire droit à cette demande;

Attendu que du fait de l'accueil du premier moyen
de S.) , il devient inutile de statuer sur les autres
moyens des parties;

que le bien-fondé de l'opposition fait également
rejeter la demande en dommages-intérêts de Scc1.)
pour procédure vexatoire;

Par ces motifs:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,
sixième section, siégeant en matière civile, statuant
contradictoirement et en premier ressort,

en la forme, reçoit S.) opposante au jugement
de défaut, faute de conclure, rendu contre elle par
ce tribunal le 16 mai 1977;

déclare l'opposition partiellement fondée;

met ledit jugement à néant;

statuant à nouveau:

déclare la saisie-arrêt régulière en la forme;

avant de se prononcer sur la validité de la saisie-
arrêt, renvoie les parties devant le tribunal compétent
pour être statué sur l'existence et la quotité de la
créance litigieuse;

accorde à la s.à.r.l. Scc1.) un délai de trois
mois pour se procurer le titre exécutoire requis;

déclare non fondée la demande en dommages-intérêts
formée par la s.à.r.l. Scc1.) contre S.) ;

réserve les dépens et fixe l'affaire au rôle général